

**Conseil économique et social**

Distr.: Limitée
19 avril 2002

Français
Original: Anglais

**Commission pour la prévention du crime
et la justice pénale**

Onzième session

Vienne, 16-25 avril 2002

Point 4 de l'ordre du jour

**Règles et normes des Nations Unies en matière de
prévention du crime et de justice pénale****Autriche, Costa Rica et Ouganda: projet de résolution**

La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale recommande au Conseil économique et social d'adopter le projet de résolution ci-après:

**Règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du
crime et de justice pénale**

Le Conseil économique et social,

Réaffirmant l'importance des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale et la nécessité de maintenir un équilibre entre la principale priorité actuelle, qui est de lutter contre la criminalité transnationale organisée, et les autres priorités du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale,

Rappelant la résolution 56/161 de l'Assemblée générale, en date du 19 décembre 2001, sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice,

Rappelant la résolution 2002 [...] de la Commission des droits de l'homme sur les droits de l'homme dans l'administration de la justice, en particulier la justice pour mineurs,

Ayant à l'esprit que le thème de la onzième session de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale était la "Réforme du système de justice pénale: assurer l'efficacité et l'équité",

Rappelant les dispositions pertinentes de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice: relever les défis du XXI^e siècle figurant dans l'annexe de la résolution 55/59 de l'Assemblée générale, en date du 4 décembre 2000,



Rappelant les plans d'action concernant la mise en œuvre de la Déclaration de Vienne sur la criminalité et la justice, annexés à la résolution 56/261 de l'Assemblée générale, en date du 31 janvier 2002, en particulier ceux concernant la prévention du crime, les témoins et les victimes de la criminalité, le surpeuplement carcéral et les mesures de substitution à l'incarcération, la justice pour mineurs, les besoins particuliers des femmes dans le système de justice pénale et les règles et normes¹,

Ayant à l'esprit la recommandation du Bureau des services de contrôle interne, présentée au Comité du programme et de la coordination du Conseil économique et social à sa quarante et unième session, tendant à ce que le Centre pour la prévention du crime de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat propose à la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale à sa douzième session un système révisé de rapports sur l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale²,

I

Utilisation et application des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale

Rappelant la section III de sa résolution 1993/34 du 27 juillet 1993, dans laquelle il a prié le Secrétaire général d'engager sans délai un processus de collecte d'informations qui serait exécuté au moyen d'enquêtes,

Rappelant également la section I de sa résolution 1998/21 du 28 juillet 1998, dans laquelle il a prié le Secrétaire général de poursuivre le processus de collecte d'informations,

1. *Accueille* avec satisfaction le rapport du Secrétaire général sur la "Réforme du système de justice pénale: assurer l'efficacité et l'équité" et l'utilisation et l'application des règles et normes des Nations Unies, particulièrement pour ce qui est de la justice pour mineurs et de la réforme pénale³;

2. *Prend note* des rapports du Secrétaire général sur l'application de la Déclaration des Nations Unies sur la corruption et les actes de corruption dans les transactions commerciales internationales⁴, sur l'application de la Déclaration des Nations Unies sur le crime et la sécurité publique⁵ et sur l'application du Code international de conduite des agents de la fonction publique⁶ et *considère* que le premier cycle de présentation obligatoire de rapports sur la mise en œuvre des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale a été mené à bien;

3. *Prie* le Secrétaire général de réunir un groupe d'experts, sous réserve de la disponibilité de ressources extrabudgétaires, afin d'évaluer les résultats obtenus et les progrès réalisés dans l'application des règles et normes des Nations Unies

¹ Résolution 56/261 de l'Assemblée générale, annexe, sect. VIII à X et XII à XIV.

² E/AC.51/2001/5, par. 13.

³ E/CN.15/2002/3.

⁴ E/CN.15/2002/6.

⁵ E/CN.15/2002/11.

⁶ E/CN.15/2002/6/Add.1

existantes en matière de prévention du crime et de justice pénale, d'examiner le système actuel de présentation de rapports, d'évaluer les avantages à attendre du recours à une approche "groupée" et de formuler des propositions concrètes devant être examinées par la Commission à sa douzième session;

4. *Encourage* le Centre pour la prévention internationale du crime de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat à continuer de fournir sur demande une assistance technique et des services consultatifs aux États Membres pour soutenir la réforme de la justice pénale, y compris dans le cadre des opérations de maintien de la paix et de reconstruction après les conflits, en se fondant sur les règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale;

5. *Invite* les États Membres à mettre à disposition des fonds supplémentaires pour des projets de coopération technique en matière de réforme de la justice pénale;

6. *Invite* le Centre pour la prévention internationale du crime à continuer d'accroître la coopération et la coordination avec d'autres entités compétentes, en particulier les instituts qui composent le réseau des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, le Haut Commissariat aux droits de l'homme, dans la mise en œuvre des règles et normes en matière de prévention du crime et de justice pénale afin de renforcer la collaboration existante dans l'exécution de leurs programmes respectifs et de resserrer les liens de collaboration avec d'autres entités des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernées.

II

Réforme pénale

Rappelant sa résolution 1999/27 du 21 juillet 1999 sur la réforme pénale,

Reconnaissant qu'un surpeuplement carcéral extrême peut aboutir à la violation des droits fondamentaux des détenus et du personnel pénitentiaire,

1. *Invite* les États Membres à prendre des dispositions contre le surpeuplement carcéral, notamment en ayant davantage recours à des mesures de substitution à l'incarcération, en application de sa résolution 1999/27;

2. *Prie* les organismes compétents des Nations Unies et les organisations spécialisées ainsi que les États Membres de continuer à fournir une assistance (services consultatifs, évaluation des besoins, renforcement des capacités, formation, etc.) aux États qui le demandent afin de leur permettre d'améliorer les conditions carcérales, de réduire le surpeuplement carcéral et de recourir davantage à des mesures de substitution à l'incarcération.

III

Administration de la justice pour mineurs

Rappelant sa résolution 1999/28 du 28 juillet 1999 sur l'administration de la justice pour mineurs,

1. *Prie* le Secrétaire général d'assurer une coopération renforcée entre le Centre pour la prévention internationale du crime de l'Office pour le contrôle des drogues et la prévention du crime du Secrétariat et les autres partenaires concernés, en particulier les autres membres du groupe de coordination des services consultatifs et de l'assistance technique dans le domaine de la justice pour mineurs créé en application des Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale⁷, et notamment de garantir le suivi des recommandations du Comité des droits de l'enfant concernant la justice pour mineurs;

2. *Prie* le Centre pour la prévention internationale du crime et les États Membres de continuer, en coopération avec les instituts qui composent le réseau des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et d'autres entités, d'élaborer et de mettre en œuvre des projets visant à prévenir la délinquance juvénile, à renforcer les systèmes de justice pour mineurs et à améliorer la réadaptation et le traitement des délinquants juvéniles.

⁷ Résolution 1997/30, annexe.